



Le partenariat sino-russe : une relation stratégique indéfectible ?



© Seungyeon Kim

Kareem Salem

Werra

Décembre 2022



Diplômé de l'université de New South Wales avec un master en relations internationales spécialité sécurité et défense, **Kareem Salem** s'intéresse aux questions stratégiques et militaires internationales contemporaines. Il suit tout particulièrement les questions géopolitiques liées à la République populaire de Chine et à la Fédération de Russie, et souhaite mettre ses compétences au service d'entreprises et d'organisations internationales.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, Décembre 2022



INTRODUCTION

Entre la République populaire de Chine (RPC) et la Fédération de Russie, les relations bilatérales, bien qu'historiques, ont souvent traversé des périodes complexes. L'histoire des contacts bilatéraux officiels remonte au XVII^e siècle, avec l'envoi des premières missions diplomatiques russes à Pékin. La conquête par la Russie de vastes territoires chinois de Sibérie orientale, aujourd'hui l'Extrême-Orient russe, dans les années 1860, a fait des deux nations des voisins immédiats. Les répercussions négatives de cette période, qualifiée par la RPC de « siècle d'humiliation », ont été aggravées pendant la guerre froide, notamment par la rivalité idéologique et personnelle acharnée entre Mao Zedong et Nikita Khrouchtchev.

Il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine pour que les différends soient enfin résolus avec l'accord transfrontalier de 2005. Cette évolution a engendré une normalisation progressive des relations politiques et économiques sino-russes. Le rapprochement s'est accéléré à mesure que la méfiance commune à l'égard du bloc américain augmentait. Les actions occidentales en ex-Yougoslavie, en Irak, en Syrie, en Ukraine, en Libye et en mer de Chine méridionale, qualifiées d'agressives par Moscou et Pékin, ont chacune conduit à une consolidation des relations bilatérales. Soumise aux sanctions occidentales et exclue du G7 à la suite de son annexion de la péninsule de Crimée en 2014, la Russie, à la recherche de nouvelles sources de financement, a intensifié ses échanges commerciaux avec la RPC, qui avaient notamment atteint 110,79 milliards de dollars en 2019¹.

Le pivot de la Russie vers l'Est (*povorot na Vostok*) ne fait désormais plus de doute. Au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, les positions russes et chinoises convergent régulièrement au point de créer un contre-modèle autoritaire qui s'exporte au Moyen-Orient, en Afrique et même dans le Pacifique Sud. Pékin et Moscou se retrouvent régulièrement en opposition conjointe aux projets de résolution présentés par les Occidentaux au nom du droit humanitaire, qu'il s'agisse d'une intervention au titre de la responsabilité de protéger, ou de la

¹ Dominique BARI., « Partenariat Russie-Chine : une « amitié pragmatique » », *La Pensée*, 405/1, 2021.



création d'une zone d'exclusion aérienne pour protéger les populations civiles ou acheminer l'aide humanitaire.

Dans un contexte de fortes tensions diplomatiques et militaires avec les Etats-Unis, la Russie et la RPC ont une nouvelle fois renforcé leur rapprochement géopolitique. Le 4 février, au quatrième jour du Nouvel An lunaire chinois, et en marge de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver à Pékin, Xi Jinping et Vladimir Poutine ont signé une nouvelle entente géopolitique et géoéconomique pour contrebalancer l'hégémonie américaine. Cette nouvelle amitié profonde n'est cependant pas aussi ouverte que les dirigeants des deux nations voudraient l'affirmer. Les risques de friction existent et pourraient ainsi compromettre ce rapprochement inédit.

L'invasion militaire russe en Ukraine

L'offensive maritime et terrestre de la Russie sur le territoire ukrainien, lancée le 24 février, est le conflit le plus grave en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la pire violation de l'ordre international depuis l'invasion de la Corée du Nord contre le Sud, il y a plus de sept décennies. Au début, l'agression russe était une bonne affaire pour le Président chinois. Elle a contraint les États-Unis à recentrer leur stratégie sur l'Europe, permettant à la RPC d'étendre discrètement son poids et son influence dans le Pacifique Sud, comme en témoigne l'accord de sécurité inédit entre Pékin et Honiara, qui pourrait voir l'installation d'une base navale de l'Armée populaire de libération dans les îles Salomon, et permettre à la RPC d'accroître sa projection de puissance dans le Pacifique occidental². Dans ces conditions, il pourrait être difficile pour les Américains de déplacer leurs unités navales vers leur première chaîne d'îles : l'archipel japonais, les îles Kouriles, les îles Ryukyu, la République de Chine.

² Marion FONTAINE., « Les îles Salomon, sur la ligne de front entre la Chine et les États-Unis », *GEO*, 19 avril 2022.



Après plusieurs mois de guerre intense, la situation actuelle se caractérise par la déroute de l'armée russe, une perspective qui était inconcevable il y a encore quelques mois. Contrairement aux attentes du Kremlin, l'aide militaire occidentale a permis aux soldats ukrainiens de remporter plusieurs victoires militaires importantes, dans l'est de l'Ukraine : Balakliïa, Izioum, Koupiansk et plus récemment Lyman. Ces revers risquent de rendre beaucoup plus difficile l'acheminement de munitions, de carburant et de rations aux unités militaires russes déployées dans le Donbass. Les armements militaires occidentaux - roquettes Himars, Césars français et PzH 2000 allemands, entre autres - ont également été décisifs dans la reconquête par l'armée ukrainienne de la ville de Kherson et des 4 500 kilomètres carrés occupés par la Russie sur la rive droite du Dniepr. Cette dernière défaite stratégique russe risque d'exposer le territoire russe de Crimée aux frappes ukrainiennes contre une série d'infrastructures militaires d'une importance cruciale pour le Président russe.

Ce contexte agité place Pékin face à un difficile dilemme stratégique. À ce moment critique, la RPC doit analyser et évaluer avec précision l'orientation de sa politique étrangère dans ce conflit. Le Parti communiste chinois soutient pleinement les préoccupations sécuritaires du Président russe, y compris sa frustration à l'égard de l'intérêt apparent des États-Unis et de l'OTAN à entourer la Russie de bases militaires. Pendant les premiers mois de la guerre, le gouvernement chinois avait exhorté à plusieurs reprises les dirigeants occidentaux à « *comprendre les préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité* » et à « *construire un système de sécurité européen durable par la négociation* »³.

Mais la RPC est parallèlement confrontée à une conjoncture économique difficile. La deuxième économie mondiale a connu depuis le printemps une recrudescence des taux de contamination au covid-19, conduisant les autorités à renforcer les mesures sanitaires. Dans le cadre de la politique « zéro Covid », les principales métropoles : Shenzhen, Pékin, et surtout Shanghai, la capitale économique du pays, avaient mis en place des mesures de confinement drastiques. Les restrictions à l'activité commerciale, conjuguées à un secteur de l'immobilier au bord de l'effondrement ont eu un lourd impact sur les indicateurs économiques : le chômage des

³ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine., *Wang Yi s'entretient par téléphone avec le ministre allemand des Affaires étrangères Baerbock*, Pékin, Chine, 27 février 2022.



jeunes (18-24 ans) a atteint 19,3%, la production industrielle a stagné à 3,9% et les ventes ont chuté de 4,6% pendant le deuxième trimestre économique ⁴.

Pour la première fois depuis 1990, les performances économiques de la RPC sont à la traîne de celles des pays émergents d'Asie du Sud-Est, qui ont réalisé un formidable bond en avant en stimulant la consommation intérieure et en augmentant les exportations⁵. Alors que Pékin s'est fixé un objectif de 5,5 % du PIB cette année, il est à craindre que la croissance annuelle soit inférieure aux projections. Le Fonds monétaire international table sur une croissance d'environ 3 %, ce qui constituerait sa plus faible performance économique en 40 ans, si l'on exclut l'année pandémique de 2020. Par contraste, la plus importante économie d'Asie du Sud-Est, l'Indonésie pourrait connaître une croissance de 5,4 % cette année.

L'état actuel de l'économie nationale pousse ainsi les autorités chinoises à accroître la prudence économique concernant tout investissement commercial ou toute exportation militaire vers la Russie, afin d'éviter les sanctions américaines secondaires. Des entreprises proches du PCC, comme le grand fabricant de drones DJI, se sont retirées du marché russe⁶. La menace des sanctions occidentales a provoqué la suspension totale des investissements chinois dans le cadre du projet des nouvelles routes de la soie sur le territoire russe⁷.

La guerre du Président russe en Ukraine souligne en somme les limites du partenariat sino-russe. L'agression flagrante de la Russie contre l'Ukraine bouleverse les principes sacro-saints de la politique étrangère chinoise, notamment le respect de la souveraineté des États et de l'intégrité territoriale. Pour la classe politique chinoise, il n'est en conséquence pas question de reconnaître les nouvelles « républiques » appartenant à l'État russe : Donetsk, Lougansk, Zaporijia. Le 30 septembre, la diplomatie chinoise, par la voix de son représentant aux Nations

⁴ Yann ROUSSEAU., « Chine : le « zéro Covid » précipite la croissance au bord de la contraction », *Les Echos*, 15 juillet 2022.

⁵ Andrei STIRU., « Pour la première fois en 30 ans, la Chine n'est plus la reine de la croissance économique en Asie », *Business AM*, 21 septembre 2022.

⁶ Raphaël BALENIERI., « Drones : DJI quitte la Russie, une première pour une entreprise chinoise », *Les Echos*, 27 avril 2022.

⁷ Edward WHITE., « China's Belt and Road spending in Russia drops to zero », *Financial Times*, 24 juillet 2022.



unies, l'ambassadeur Zhang Jun, avait renoncé à approuver les nouvelles mesures politiques russes: « *la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être sauvegardées* »⁸.

Sur le fond, la RPC entretient des relations bilatérales solides avec l'Ukraine. Dans le domaine économique, l'Ukraine est l'une des portes d'entrée du réseau de routes et de voies ferrées sur lequel Pékin s'appuie pour accroître les échanges avec l'Europe. Les relations sont importantes dans les secteurs agricole et minier: 30% des importations chinoises d'orge sont issues du territoire ukrainien et 60% des exportations ukrainiennes de minerai de fer sont destinées au marché chinois⁹. Les destructions causées par la guerre ont depuis démantelé tous les flux logistiques et les liens commerciaux des entreprises chinoises présentes en Ukraine dans le cadre des nouvelles routes de la soie.

L'invasion russe a renforcé l'unité transatlantique. Jusqu'à relativement récemment, Pékin pouvait jouer sur les divisions entre les pays de l'OTAN sur la politique chinoise en tendant la main aux Européens. Aujourd'hui, l'Europe est plus encline à considérer la RPC en termes hostiles : en témoigne le nouveau Concept stratégique de l'OTAN, qui désigne pour la première fois la RPC comme l'une des principales menaces de l'Alliance¹⁰. Pour le Zhongnanhai, l'incapacité de l'armée russe à remporter une victoire rapide en Ukraine sape la réputation de l'efficacité du système autoritaire international. Si la Russie perd, ce sera une victoire symbolique importante pour la position des Américains dans le système international et par conséquent une défaite idéologique pour les Chinois.

⁸ Yang SHENG et Xia WENXIN., « China urges all sides to leave space for resolving Ukraine crisis via diplomatic talks following escalation of conflict », *Global Times*, 1 octobre 2022.

⁹ Hubert TESTARD., « Guerre en Ukraine : Poutine peut-il compter sur le soutien économique de la Chine ? », *Asialyst*, 26 février 2022.

¹⁰ Juan PENA., « La Russie et la Chine réagissent au nouveau Concept stratégique de l'OTAN », *Atalayar*, 30 juin 2022.



La RPC dans le pré-carré historique russe

Orientées vers l'Asie centrale depuis le XIXe siècle et considérées comme un maillon clé du périmètre de sécurité russe, les cinq anciennes républiques soviétiques occupent une place importante dans la politique étrangère du Kremlin. Afin de maintenir son influence dans cet ancien arrière-pays enclavé de l'Union soviétique, aux frontières de l'Europe et de l'Extrême-Orient, la Russie a mis en place plusieurs mécanismes d'intégration, dont l'Organisation du traité de sécurité collective et, plus récemment, l'Union économique eurasienne. La vocation principale de ces structures est de pérenniser l'influence géostratégique et géoéconomique russe sur chacune des anciennes républiques soviétiques de la région, afin de contrecarrer toute convoitise extérieure.

Si la Russie reste le principal partenaire militaire des États d'Asie centrale, elle peine à faire avancer sa politique d'intégration économique. L'UEE ne comprend que deux pays d'Asie centrale : le Kazakhstan et le Kirghizstan. La libre circulation des biens et de la main-d'œuvre a parfois été entravée par des imbroglios diplomatiques. En 2017, à la suite des critiques du Président kirghize Almazbek Atambaev à l'encontre de son homologue kazakh Noursoultan Nazarbaïev, les autorités kazakhes avaient renforcé les contrôles et inspections aux frontières¹¹. La guerre ukrainienne et les revers subis par l'armée russe limitent également la progression des intérêts géoéconomiques du Kremlin en Asie centrale. L'imposition de sanctions occidentales pourrait entraîner une contraction de l'économie russe de près de 7% en 2022, soit une baisse de la production économique comparable à celle de la crise de 1998¹². Les difficultés économiques actuelles risquent ainsi de mettre davantage à l'épreuve la cohésion de l'Union, et son élargissement potentiel.

Dans ce contexte, la RPC, qui représente 18,8 % du PIB mondial, a tout intérêt à maximiser ses liens commerciaux et politiques avec l'espace centrasiatique. Géographiquement, la RPC partage une frontière de 3 300 kilomètres avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le

¹¹ Catherine PUTZ., « Kyrgyzstan Alerts WTO to Kazakhstan Border Kerfuffle », *The Diplomat*, 19 octobre 2017.

¹² Reuters., « JPMorgan: Shock to Russian GDP will be akin to 1998 crisis », 4 mars 2022.



Tadjikistan. C'est ainsi qu'au cours des dernières décennies, elle a développé des liens commerciaux très profonds avec les cinq anciennes républiques soviétiques, notamment au travers des nouvelles routes de la soie¹³. L'intégration des pays centrasiatiques contribue également au rayonnement et à l'intégration du Xinjiang (province qui n'a été officiellement intégrée à l'Empire Qing qu'en 1884). Aujourd'hui, la RPC est le premier partenaire commercial du Kazakhstan et du Kirghizistan avec des échanges qui évoluent à un rythme plus important qu'avant la crise du covid-19 : les échanges avec Nour-Soultan ont progressé de +13% (25,2 milliards de dollars), + 18% avec Bichkek (7,5 milliards)¹⁴. La RPC a également renforcé son emprise sur le pétrole et le gaz centrasiatiques : depuis 2021, elle reçoit jusqu'à 51 milliards de mètres cubes de gaz du Turkménistan et 3,6 millions de tonnes de pétrole du Kazakhstan¹⁵.

La RPC exprime une envie de faire concurrence à la Russie dans le domaine militaire. En 2019, l'APL avait organisé des exercices bilatéraux de lutte contre le terrorisme avec toutes les armées d'Asie centrale (à l'exception de celle du Turkménistan) ; en 2021, Douchanbé avait accordé à Pékin le droit de construire une nouvelle base militaire dans le sud-est du Tadjikistan¹⁶. La coopération sécuritaire accrue des États centrasiatiques avec la RPC s'inscrit dans le cadre de leur adhésion à l'Organisation de coopération de Shanghai, une initiative chinoise visant à consolider son influence politique et géostratégique dans la région. En approfondissant les relations diplomatiques avec les dirigeants d'Asie centrale, le Président chinois souhaite particulièrement que les gouvernements d'Asie centrale contestent les critiques et les sanctions occidentales à l'encontre de Pékin pour son traitement des Ouïghours au sein des organes de l'ONU.

Toutes ces dynamiques ont conduit la classe politique russe à considérer avec suspicion les ambitions croissantes de la RPC en Asie centrale. La Russie ayant perdu sa domination de l'ère soviétique sur l'Europe de l'Est, l'Asie centrale est la seule région où elle reste capable

¹³ Jean-Pierre CABESTAN., « L'Asie centrale vue de Chine », *relations internationales*, 145/1, 2011.

¹⁴ Joanna LILLIS., « Kyrgyzstan, Kazahstan: tovgovlâ s Kitaem vosstanavlivaetsâ posle koronavirusnogo spada » [Kirghizstan, Kazakhstan : le commerce avec la Chine se rétablit après la chute liée à la crise du coronavirus], *Eurasianet*, 9 mai 2022.

¹⁵ Almaz KUMENOV., « Kazakhstan: Specter of Chinese control over oil and gas largely illusory », *Eurasianet*, 24 août 2022.

¹⁶ Bruno PHILIP., « Le Tadjikistan, pays pivot du « milieu des empires », *Le Monde*, 12 novembre 2021.



d'agir. Cette méfiance est susceptible de croître de manière exponentielle à mesure que les nouvelles routes de la soie deviennent effectives. L'engagement économique croissant de la RPC dans les États d'Asie centrale finira à terme de faciliter le renforcement des instruments de puissance douce, tels que la promotion de la langue chinoise dans les instituts Confucius. Cette tendance pourrait augmenter la probabilité d'émergence d'élites politiques sinophones dans la région. Le déséquilibre croissant entre la RPC et la Russie en termes économiques, culturels et de pouvoir pourrait par conséquent accroître le sentiment d'insécurité en Russie et conduire à une politique plus antagoniste envers la RPC.

Rivalité dans l'Arctique

Après être resté en marge de la politique mondiale pendant plusieurs siècles, l'Arctique (par définition la zone géographique allant du pôle Nord au cercle polaire) présente désormais un grand intérêt géostratégique en raison du réchauffement climatique. La montée des températures est quatre fois plus rapide qu'ailleurs sur la planète, réduisant l'étendue de la banquise, une menace pour des espèces emblématiques comme l'ours polaire et le phoque¹⁷. Compte tenu de son immense masse continentale et de son littoral arctique, la Russie est le pays ayant le plus investi dans le développement des activités humaines dans la région. Quelque 70 % des réserves de pétrole et de gaz sont situées sur le plateau continental au large des côtes russes¹⁸. La présence de vastes gisements de combustibles fossiles sur les fonds marins de l'Arctique fait de l'extraction et de l'expansion offshore des entreprises russes un enjeu économique important pour le Kremlin¹⁹. Ces activités génèrent en effet 12 à 15% du PIB russe.

Pour sécuriser ses projets d'extraction de pétrole et de gaz, Moscou a accéléré la construction et la modernisation de ses 14 bases militaires de l'ère soviétique depuis 2010 et a

¹⁷ Euronews., « L'Arctique se réchauffe quatre fois plus vite que le reste de la planète », 12 août 2022.

¹⁸ Laura Neilson BONIKOWSKY., « The Arctic, country by country », *Diplomat & International Canada*, 4 octobre 2012.

¹⁹ Dmitri TRENIN., *Russia and China in the Arctic: Cooperation, Competition, and Consequences*, Carnegie Endowment for International Peace, mars 2020.



multiplié les exercices militaires. En 2021, les militaires russes avaient réussi à sauter en parachute d'une altitude de 10 000 mètres jusqu'au cercle polaire arctique, démontrant ainsi la capacité de l'armée russe à se projeter dans des conditions extrêmes²⁰. Moscou considérant l'Arctique comme son arrière-cour, le Kremlin a augmenté le déploiement de ses armements militaires dans la région, dont des systèmes avancés à longue portée, comme le missile balistique à lanceur aérien « Kh-47M2 Kinzhal », qui est capable de pénétrer les défenses antimissiles de tout adversaire²¹.

La RPC est une puissance moins évidente dans l'Arctique, son territoire le plus proche se trouvant à quelque 8047 kilomètres par mer du détroit de Béring. La RPC a néanmoins l'intention de se positionner de manière significative dans les affaires arctiques. Partie au traité de Svalbard depuis 1925, la RPC n'a commencé à exprimer son intention de jouer un rôle géopolitique plus important dans la région qu'en 2005 : elle a été le premier pays asiatique à accueillir la Semaine du sommet des sciences de l'Arctique, une conférence de haut niveau sur les affaires arctiques. En 2013, la RPC est devenue un État observateur du Conseil de l'Arctique, permettant à Pékin de participer à la gouvernance et au développement de la région.

La fonte de la banquise ne cessant de s'accélérer, l'Arctique alimente les ambitions géoéconomiques et géostratégiques de Pékin. On estime que l'Arctique contient une quantité importante de phosphore et de bauxite, ainsi que des terres rares comme le cuivre et le niobium²². Avec la moitié du PIB de la RPC dépendant du transport maritime, le PCC veut naturellement profiter des voies de navigation de la région et des métaux, minéraux et combustibles fossiles qui assureront sa future consommation industrielle.

Les autorités chinoises ont ainsi établi les bases d'actions qui garantiront les intérêts chinois dans la région pour les prochaines décennies. En 2018, le PCC avait publié un Livre blanc sur l'Arctique, qui détaillait sa vision d'une « route de la soie polaire », une composante

²⁰ Laurent LAGNEAU., « Les forces russes ont mené un exercice aéroporté inédit dans l'Arctique », *Zone Militaire opex360.com*, 26 avril 2020.

²¹ Jyri LAVIKAINEN., *Strengthening Russia's Nuclear Forces in the Arctic: The Case of the Kinzhal Missile*, Center for Strategic & International Studies, septembre 2021.

²² Aurore RICHEL., « L'Arctique : l'objet de toutes les convoitises en matière de ressources fossiles ? », *Chem.4.us*, 9 avril 2021.



de son initiative mondiale des nouvelles routes de la soie. La RPC prévoit de tirer parti de la route maritime du Nord, que la Russie aimerait également exploiter, pour diversifier ses options maritimes et réduire le temps de transport entre certaines destinations.

Il est estimé que la route maritime du Nord réduirait le temps de navigation d'environ cinq jours et demi par rapport à celle du Sud, qui est également plus dangereuse. Le détroit de Malacca, en particulier, est très sensible à la piraterie et peut être verrouillé par les forces navales américaines en cas de graves tensions en mer de Chine méridionale ou à travers le détroit de Taïwan. Depuis la première traversée du navire de fret *Yong Sheng* en 2013, le géant Chinois du transport maritime COSCO a depuis envoyé huit navires le long de ce passage maritime vers le continent européen, notamment entre 2016 et 2017²³. L'armateur chinois espère en faire une ligne régulière dès 2025²⁴.

Les investissements chinois en infrastructures portuaires dans l'Arctique russe se concrétisent progressivement. En 2016, COSCO avait conclu un accord initial avec la Russie pour la construction d'un port en eau profonde près d'Arkhangelsk, sur la mer Blanche, dans le nord-ouest de la Russie. Ce port, qui en est encore au stade de planification, devrait être utilisé comme base logistique par la société chinoise pour la navigation dans l'Arctique²⁵.

Outre le développement d'accords portuaires, les compagnies chinoises investissent dans des projets d'hydrocarbures. En 2017, à 600 km au nord du cercle polaire, dans la péninsule de Yamal, la compagnie pétrolière chinoise CNPC avait inauguré, avec les entreprises Novatek et Total, l'un des plus grands projets d'investissement dans le gaz naturel liquéfié. Les trois lignes de production de Yamal sont en effet capables de livrer 16,5 millions de tonnes de gaz²⁶. Autre particularité de ce projet, 80% des équipements utilisés sont produits par les Chinois²⁷.

²³ Olga ALEXEEVA et Frédéric LASSERRE., « La Russie, la Chine et la route de la soie polaire », *Areion 24 news*, 28 décembre 2020.

²⁴ Benjamin QUENELLE., « La route de l'Arctique aiguise les appétits », *La Croix*, 1 juillet 2019.

²⁵ Thomas NILSEN., « New mega-port in Arkhangelsk with Chinese investments », *The Barents Observer*, 21 octobre 2016.

²⁶ Caroline DAVRIU., Catherine FRAGNI et Hervé BOURGUIGNAT., « Le projet Yamal : Pourquoi Total n'est pas là par hasard ? », *BearingPoint*, 28 décembre 2017.

²⁷ Donald GASPER., « China and Russia want to develop Arctic energy resources together, and US disapproval may not deter them », *South China Morning Post*, 12 septembre 2018.



En outre, la société de construction chinoise CNCEC avec la société pétrolière Rosneftgaz avait signé en 2019 un contrat pour la construction d'infrastructures sur le champ pétrolier Payakha, avec un investissement total de 5 milliards de dollars sur quatre ans et une date de lancement prévue en 2023²⁸. Ces projets permettent *in fine* aux groupes chinois de faire valoir leurs compétences techniques et industrielles tout en renforçant leur part de marché dans les activités énergétiques de la région.

Malgré ces projets de coopération sino-russe, Moscou considère la présence croissante de la RPC avec méfiance. La Russie est particulièrement opposée à la revendication de la RPC du statut « d'État proche de l'Arctique » et à sa volonté de permettre aux États non arctiques de s'exprimer davantage dans les affaires de la région²⁹. Bien que la Russie n'ait pas d'alliés au sein du Conseil de l'Arctique (cinq États membres du Conseil appartiennent à l'OTAN), elle est fermement convaincue que les questions essentielles devraient être résolues par ce forum intergouvernemental. Conformément à sa position, la route maritime du Nord devrait rester sous la juridiction russe, tandis que la RPC insiste sur le fait que la navigation ne devrait pas être réglementée par les lois russes. C'est pourquoi, lorsque la Russie courtise des entreprises d'État chinoises pour le développement de l'Arctique, elle s'efforce d'être le principal actionnaire du projet : pour le partenariat gazier du projet Yamal LNG, CNPC avait investi 20% du capital, tandis que Novatek avait mis 50,1%³⁰.

L'influence croissante de la RPC pourrait raviver le différend entre Moscou et Pékin au sujet de l'Extrême-Orient russe. Les revendications chinoises sur cette zone géographique reposent sur des faits indiscutables. Des cartes chinoises du XIII^e siècle montrent la partie autour de Vladivostok comme Yongmingcheng – le nom chinois historique de cette région³¹. Dans les années 1930, l'Union soviétique avait entrepris la déportation massive de nombreuses ethnies non russes, dont les Chinois ou encore les Mandchous de Vladivostok.

²⁸ Yu XIAOMING., « Largest petrochemical contract signed between China and Russia », *ChinaDaily.com.cn*, 14 octobre 2019.

²⁹ Dmitri TRENIN., *Russia and China in the Arctic: Cooperation, Competition, and Consequences*, Carnegie Endowment for International Peace, mars 2020.

³⁰ Total Energies., *Le projet Yamal LNG démarre ses exportations de gaz*, 8 décembre 2017.

³¹ Jan KALLBERG., « Goodbye Vladivostok, Hello Hăishēnwăi! », *Center for European Policy Analysis*, 12 juillet 2022.



Bien que Pékin, sous la présidence de Xi, se contente de s'allier avec le Président russe, le déséquilibre démographique et économique croissant entre les deux nations (la richesse nationale ajustée de la RPC est plus de 5,5 fois celle de la Russie qui n'est que celle d'une grande province chinoise) pourrait raviver les ambitions territoriales des prochains décideurs chinois dans les décennies à venir. Contrairement aux centaines de millions de Chinois vivant dans les régions frontalières surpeuplées, l'Extrême-Orient russe compte à peine six millions d'habitants. Les agriculteurs chinois travaillent massivement dans la région et les entreprises chinoises ont déjà racheté une grande partie des sociétés situées du côté russe de la frontière. La RPC ne possédant aucun territoire arctique, la partie nord de l'Extrême-Orient russe bordant l'océan Arctique augmenterait dès lors les chances des Chinois de pouvoir contrôler les voies de navigation polaires et les gisements de ressources naturelles de la région.

Cette situation serait en contradiction absolue avec la vision idéologique du Kremlin. Pour Moscou, tout territoire ayant une population russophone doit rester ou revenir dans le giron russe. L'arrivée des Russes à l'époque tsariste et leur ancrage pendant la période soviétique ont abouti à une population russophone majoritaire dans l'Extrême-Orient russe. Des incidents frontaliers armés ont eu lieu dans le passé, le plus récent en 1969. Si les tendances persistent à annoncer le renforcement de la puissance chinoise dans l'Arctique et l'affaiblissement du pouvoir russe dans les décennies à venir, les liens bilatéraux entre Pékin et Moscou pourraient se transformer en une relation conflictuelle.



CONCLUSION

La résistance à « l'interventionnisme occidental » et à l'hégémonie américaine cimente sans aucun doute les liens dans les circonstances actuelles : Russie et RPC. Cette réalité pousse les dirigeants russes et chinois à tisser des liens bilatéraux aussi sereins que possible et à le faire savoir. La régularité des rencontres et des contacts téléphoniques entre Xi Jinping et Vladimir Poutine, ainsi que leur couverture médiatique, marquent à chaque fois la spécificité de leur relation de confiance, qui sert leurs objectifs nationaux et internationaux. Que les dirigeants russes et chinois se soient rencontrés lors des Jeux olympiques d'hiver, en témoigne une simple photographie des deux chefs d'État sans masque à une distance de 50 cm dans un pays où les mesures sanitaires sont extrêmement strictes, est un symbole de cette proximité.

Si la situation internationale actuelle est susceptible d'influencer l'avenir du partenariat sino-russe, la capacité (ou la volonté) des deux pays à développer une stratégie à long terme pour une alliance globale ne semble pas à l'ordre du jour. Les deux dirigeants ne souhaitent pas prendre d'engagement en matière de défense mutuelle.

Les visions géopolitiques de Pékin et de Moscou sont notamment loin d'être alignées en Asie centrale et dans l'Arctique. Au sein de ces deux espaces stratégiques, la Russie est, en un mot, une puissance de statu quo, tandis que la RPC cherche à ouvrir ces régions au monde et à en tirer profit. La forte influence exercée par Pékin dans l'Extrême-Orient russe et sa coopération stratégique croissante avec les anciennes nations soviétiques d'Asie centrale risquent d'exacerber la divergence lente mais constante des intérêts. Les signes de méfiance dans les relations entre la Russie et l'Asie centrale sont déjà visibles : lors du sommet de l'OCS à Samarkand, en Ouzbékistan, les dirigeants d'Asie centrale faisaient attendre à tour de rôle le Président russe avant leurs réunions bilatérales respectives. Cette tendance risque de s'accroître fortement dans les décennies à venir, surtout si la RPC poursuit son ascension militaire, ce qui pourrait pousser les dirigeants d'Asie centrale à approfondir davantage leur relation stratégique avec Pékin. Une telle configuration bouleverserait dès lors la place de l'influence russe en Asie centrale et les relations sino-russes.